

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2017/202409]

**7 MAI 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 février 2015 fixant certaines attributions ministérielles**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Vu la Constitution, les articles 37, 96 et 104;  
Vu l'arrêté royal du 11 octobre 2014 portant nomination des membres du gouvernement;  
Vu l'arrêté royal du 5 février 2015 fixant certaines attributions ministérielles;  
Sur la proposition du Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 4 de l'arrêté royal du 5 février 2015 fixant certaines attributions ministérielles est remplacé par ce qui suit :

« Art.4. Le Ministre des Pensions exerce la tutelle sur le Service fédéral des Pensions ».

**Art. 2.** Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 février 2015, le 2<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 3.** Les articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté produisent respectivement leurs effets le 1<sup>er</sup> avril 2016 et le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 4.** Le Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
Ch. MICHEL

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2017/202409]

**7 MEI 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 februari 2015 tot vaststelling van bepaalde ministeriele bevoegdheden**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
Gelet op de Grondwet, de artikelen 37, 96 en 104;  
Gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 2014 houdende benoeming van de regeringsleden;  
Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 2015 tot vaststelling van bepaalde ministeriele bevoegdheden;  
Op de voordracht van de Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 februari 2015 tot vaststelling van bepaalde ministeriele bevoegdheden wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. De Minister van Pensioenen oefent de voogdij uit over de Federale Pensioendienst ».

**Art. 2.** In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2015, wordt de bepaling onder 2<sup>o</sup> opgeheven.

**Art. 3.** De artikelen 1 en 2 van dit besluit hebben respectievelijk uitwerking op 1 april 2016 en 1 januari 2017.

**Art. 4.** De Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel , 7 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
Ch. MICHEL

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

#### Transport aérien

[C - 2017/30301]

**23 AVRIL 2017. — Arrêté royal déterminant à l'entreprise publique autonome Belgocontrol, les conditions d'octroi d'une disponibilité avec traitement d'attente et d'un congé préalable à la pension avec traitement d'attente**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.  
Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 176, § 7 ;  
Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 7 avril 2017 ;  
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 avril 2017 ;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative, qui dispense le présent arrêté d'une analyse d'impact de la réglementation dans la mesure où il concerne des dispositions d'autorégulation ;

Considérant la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, notamment l'article 46 ;

Considérant l'Accord social conclu en Commission paritaire de Belgocontrol, le 12 avril 2016 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'accord social du 12 avril 2016 voit ses premiers effets intervenir à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, qu'en vertu de l'article 176, § 7 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

#### Luchtvaart

[C - 2017/30301]

**23 APRIL 2017. — Koninklijk besluit tot het bepalen, bij het autonoom overheidsbedrijf Belgocontrol, van de voorwaarden tot toekenning van een beschikbaarheid met wachtgeld en een verlof voorafgaand aan het pensioen met wachtgeld**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.  
Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 176, § 7;  
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 april 2017 ;  
Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, gegeven op 7 april 2017 ;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse omdat het bepalingen van autoregulering betreft;

Overwegende de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 46;

Overwegende het Collectief akkoord afgesloten in het Paritair Comité van Belgocontrol van 12 april 2016 ;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat de eerste gevolgen van het sociaal akkoord van 12 april 2016 optreden vanaf 1 januari 2017, dat krachtens artikel 176, § 7, van de wet van

entreprises publiques économiques, seule l'entrée en vigueur du présent arrêté permettra de mettre en œuvre les dispositions de l'accord social, que chaque mois qui passe voit des contrôleurs aériens coïncés entre l'ancien régime qui ne s'applique plus et le nouveau régime qui ne s'applique pas encore et qu'il est donc essentiel de limiter la période durant laquelle les agents concernés sont dans cette situation inconfortable, qu'enfin la base légale du présent arrêté a fait l'objet d'un examen urgent devant le Parlement, conformément à l'article 51 du Règlement de la Chambre ;

Vu l'avis 61.139/4 du Conseil d'Etat, rendu le 16 mars 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de notre ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer belges,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux agents définitifs de Belgocontrol, titulaires d'un des grades cités ci-après :

- 1<sup>o</sup> Contrôleur de 3<sup>e</sup> classe de la circulation aérienne/premier contrôleur de 3<sup>e</sup> classe de la circulation aérienne ;
- 2<sup>o</sup> Contrôleur de 1<sup>re</sup> classe de la circulation aérienne/premier contrôleur de 1<sup>re</sup> classe de la circulation aérienne ;
- 3<sup>o</sup> Contrôleur principal de la circulation aérienne ;
- 4<sup>o</sup> Contrôleur en chef de la circulation aérienne ;
- 5<sup>o</sup> Expert ATS.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. A leur demande, les agents visés à l'article 1<sup>er</sup> peuvent être mis en disponibilité.

§ 2. La mise en disponibilité prend cours au plus tôt, aux conditions cumulatives qui suivent :

- 1<sup>o</sup> le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le demandeur a atteint :
  - l'âge de 55 ans accomplis ;
  - l'âge de 56 ans accomplis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;
  - l'âge de 57 ans accomplis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
  - l'âge de 58 ans accomplis à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2030.

2<sup>o</sup> Sans préjudice des conditions d'âge énoncées au 1<sup>o</sup> et des dispositions visées à l'article 4, la mise en disponibilité peut prendre cours au plus tôt le premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'agent satisfait aux conditions pour pouvoir être admis à la pension, conformément à l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, diminué de cinq années de services.

§ 3. La demande de mise en disponibilité, accompagnée de la demande de pension, doit être adressée par lettre recommandée au directeur des Ressources humaines de Belgocontrol.

La demande doit être introduite au moins 9 mois avant le premier jour du mois au cours duquel la mise en disponibilité prend cours, sauf si l'Administrateur délégué de Belgocontrol accepte un délai plus court à la demande de l'intéressé.

La mise en disponibilité prend cours le premier jour d'un mois civil.

§ 4. L'agent visé à l'article 1<sup>er</sup> qui remplit, à un moment donné, les conditions visées au paragraphe 2, 1<sup>o</sup> indépendamment de la date réelle ultérieure à laquelle sa mise en disponibilité prend cours, garde ses droits à la mise en disponibilité.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La durée de la mise en disponibilité visée à l'article 2 est fixée à maximum cinq ans.

La période de mise en disponibilité est assimilée à l'activité de service et l'agent garde pendant cette période les droits à l'avancement barémique dont il bénéficiait avant le début de la mise en disponibilité.

§ 2. Lorsque l'agent remplit les conditions minimales pour pouvoir prétendre à la pension, conformément à l'article 46 de la loi précitée du 15 mai 1984, au cours de la mise en disponibilité visée au § 1<sup>er</sup>, celle-ci prend fin le premier jour du mois qui suit la date à laquelle il remplit ces conditions. La disponibilité prend fin, dans tous les cas, le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'agent a atteint l'âge requis pour bénéficier de la pension de retraite.

21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, enkel de inwerkingtreding van onderhavig besluit de implementatie van de bepalingen uit het sociaal akkoord mogelijk zal maken, dat elke maand die voorbijgaat, luchtverkeersleiders gekneld zitten tussen de oude regeling die niet meer van toepassing is en de nieuwe regeling die nog niet van toepassing is, waardoor het van essentieel belang is dat de periode waarin de betrokken personeelsleden zich in deze onbehaaglijke situatie bevinden tot een minimum wordt beperkt, en dat, tot slot, de wettelijke basis van onderhavig besluit het voorwerp is geweest van een onderzoek in urgentie door het Parlement overeenkomstig artikel 51 van het reglement van de Kamer;

Gelet op het advies 61.139/4 van de Raad van State, gegeven op 16 maart 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van onze minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de vastbenoemde ambtenaren van Belgocontrol die bekleed zijn met een der hieronder vermelde graden:

- 1<sup>o</sup> Verkeersleider 3de klasse/eerste verkeersleider 3de klasse;
- 2<sup>o</sup> Verkeersleider 1ste klasse/eerste verkeersleider 1ste klasse;
- 3<sup>o</sup> Eerstaanwezend verkeersleider;
- 4<sup>o</sup> Chef verkeersleider;
- 5<sup>o</sup> Expert ATS.

**Art. 2.** § 1. De ambtenaren bedoeld in artikel 1 kunnen op hun verzoek in beschikbaarheid worden gesteld.

§ 2. De beschikbaarheid vangt ten vroegste aan, onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1<sup>o</sup> Op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de aanvrager de volle leeftijd heeft bereikt van:
  - 55 jaar ;
  - 56 jaar vanaf 1 januari 2020 ;
  - 57 jaar vanaf 1 januari 2025 ;
  - 58 jaar vanaf 1 januari 2030 ;

2<sup>o</sup> Onverminderd de leeftijdsvoorwaarden vervat in 1<sup>o</sup> en de bepalingen bedoeld in artikel 4 kan de beschikbaarheid ten vroegste ingaan op de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop de ambtenaar voldoet aan de voorwaarden om tot het vervroegd pensioen te worden toegelaten overeenkomstig artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, verminderd met vijf dienstjaren.

§ 3. De aanvraag voor de beschikbaarheid moet samen met de aanvraag voor het al dan niet vervroegd pensioen, bij aangetekend schrijven gericht worden tot de directeur Human Resources van Belgocontrol.

De aanvragen moeten worden ingediend ten minste 9 maanden vóór de eerste dag van de maand waarin de beschikbaarheid een aanvang neemt, tenzij de gedelegeerde bestuurder van Belgocontrol op verzoek van de betrokkene een kortere termijn aanvaardt.

De beschikbaarheid vangt aan op de eerste dag van een kalendermaand.

§ 4. De ambtenaar bedoeld bij artikel 1 die op een bepaald ogenblik aan de voorwaarden voorzien in paragraaf 2, 1<sup>o</sup> voldoet, ongeacht de latere werkelijke ingangsdatum van zijn beschikbaarheid, behoudt zijn rechten om in beschikbaarheid te worden gesteld.

**Art. 3.** § 1. De duur van de in artikel 2 bedoelde beschikbaarheid is vastgesteld op maximum vijf jaar.

De periode van beschikbaarheid wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld en de ambtenaar behoudt tijdens deze periode zijn rechten op bevordering in de weddenschaal die hij genoot vóór de aanvang van de beschikbaarheid.

§ 2. Wanneer de ambtenaar tijdens de beschikbaarheid bedoeld in § 1 de minimale voorwaarden vervult om aanspraak te kunnen maken op het vervroegd pensioen overeenkomstig artikel 46 van voormelde wet van 15 mei 1984, eindigt de beschikbaarheid de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop hij die voorwaarden vervult. De beschikbaarheid eindigt in elk geval de eerste dag van de maand volgend op die waarin de ambtenaar de leeftijd heeft bereikt om het rustpensioen op te nemen.

§ 3. La demande de mise en disponibilité fait également office de demande à la pension, pour la pension visée à l'article 46 de la loi précitée du 15 mai 1984.

§ 4. La date de l'admission à la pension et la date de la mise en disponibilité qui la précède, sont irréversibles après l'introduction de la demande.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Durant la période qui s'étend jusqu'au 31 décembre 2029 inclus, les cinq années de mise en disponibilité, visée à l'article 2, peuvent être complétées par une période de congé préalable à la pension.

Le congé préalable à la pension est assimilé à l'activité de service et l'agent garde, pendant cette période, les droits à l'avancement barémique dont il bénéficiait avant le début de la mise en disponibilité.

§ 2. Sans préjudice des conditions fixées à l'article 2, un congé préalable à la pension sera octroyé aux agents visés à l'article 1<sup>er</sup> qui ne possèdent pas suffisamment d'années de service pour prendre la pension conformément à l'article 46 de la loi précitée du 15 mai 1984, au terme de cinq années de mise en disponibilité, selon les modalités suivantes :

- pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2019 : maximum 36 mois ;

- pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2024 : maximum 24 mois ;

- pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2029 : maximum 12 mois.

Le congé préalable à la pension suit immédiatement la période de mise en disponibilité prévue à l'article 2.

§ 3. Lorsque l'agent remplit les conditions minimales pour pouvoir prétendre à la pension, conformément à l'article 46 de la loi précitée du 15 mai 1984, au cours du congé préalable à la pension visé au § 1<sup>er</sup>, celui-ci prend fin le premier jour du mois qui suit la date à laquelle il remplit ces conditions. Le congé préalable à la pension prend fin, dans tous les cas, le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'agent a atteint l'âge requis pour bénéficier de la pension de retraite.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Durant la période de mise en disponibilité, l'agent bénéficie d'un traitement d'attente qui est calculé sur son dernier traitement d'activité (traitement plus complément de traitement).

§ 2. Le traitement d'attente visé au § 1<sup>er</sup> est égal à 75 % du dernier traitement d'activité. Il est augmenté de 1 %, avec un maximum de 10 %, pour chaque année de service passée au-delà de vingt ans dans les grades définis à l'article premier ou dans les grades ayant existé qui sont assimilables aux grades concernés, plus les années de service passées en qualité de candidat agent.

**Art. 6.** Durant la période de congé préalable à la pension conformément à l'article 4, l'agent bénéficie d'un traitement d'attente égal au montant de la pension de retraite du secteur public auquel l'agent pourra prétendre, sans que ce traitement d'attente puisse être supérieur à la pension de retraite maximale du secteur public en vigueur à un moment quelconque.

**Art. 7.** En cas de modification du régime pécuniaire attribué aux agents visés à l'article 1<sup>er</sup>, il est procédé à la révision du traitement d'attente visé à l'article 5, lorsque :

1° le maximum du traitement afférent au dernier grade occupé par l'agent placé dans la position de disponibilité a été majoré, soit par le relèvement de l'échelle barémique attachée à ce grade, soit par l'octroi d'une échelle différente, sans condition ou après une ancienneté déterminée, si l'intéressé comptait cette ancienneté;

2° les agents en activité, titulaires du grade dont l'agent mis en disponibilité a été revêtu en dernier lieu, ont obtenu, sans condition ou après une ancienneté déterminée, mais sans limitation de quota, un grade différent auquel est attachée une échelle barémique plus élevée, si l'intéressé comptait l'ancienneté exigée;

3° les agents en activité, titulaires du grade dont l'agent mis en disponibilité a été revêtu en dernier lieu, ont obtenu, par mesure transitoire, avec ou sans changement de la dénomination de leur grade, le bénéfice d'une échelle barémique plus élevée accordée aux nouveaux titulaires du grade, en raison de modifications apportées aux exigences de la fonction et aux conditions d'accès à celle-ci.

§ 3. De aanvraag voor beschikbaarheid dient eveneens als aanvraag voor het al dan niet vervroegd pensioen, pensioen bedoeld in artikel 46 van voormelde wet van 15 mei 1984.

§ 4. Op de datum van pensionering en op deze van de daaraan voorafgaandelijke beschikbaarheid kan na het indienen van de aanvraag niet meer teruggekomen worden.

**Art. 4.** § 1. Gedurende de periode tot en met 31 december 2029, geldt dat de vijf jaren van beschikbaarheid bedoeld in artikel 2 kunnen worden aangevuld met een periode van verlof voorafgaand aan het pensioen.

Het verlof voorafgaand aan het pensioen wordt met dienstactiviteit gelijkgesteld en de ambtenaar behoudt tijdens deze periode zijn rechten op bevoordering in de weddenschaal die hij genoot vóór de aanvang van de beschikbaarheid.

§ 2. Onverminderd de voorwaarden gesteld in artikel 2, zal aan de ambtenaren bedoeld bij artikel 1, die over onvoldoende dienstjaren beschikken om na verloop van vijf jaren beschikbaarheid het vervroegd pensioen overeenkomstig artikel 46 van voormelde wet van 15 mei 1984 op te nemen, een verlof voorafgaand aan het pensioen worden toegekend als volgt:

- voor de periode 1 januari 2017 tot 31 december 2019: maximum 36 maanden;

- voor de periode 1 januari 2020 tot 31 december 2024: maximum 24 maanden;

- voor de periode 1 januari 2025 tot 31 december 2029: maximum 12 maanden.

Het verlof voorafgaand aan het pensioen volgt onmiddellijk op de periode van beschikbaarheid voorzien in artikel 2.

§ 3. Wanneer de ambtenaar tijdens het verlof voorafgaand aan het pensioen bedoeld in § 1 de minimale voorwaarden vervult om aanspraak te kunnen maken op het vervroegd pensioen overeenkomstig artikel 46 van voormelde wet van 15 mei 1984, eindigt het verlof voorafgaand aan het pensioen de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop hij die voorwaarden vervult. Het verlof voorafgaand aan het pensioen eindigt in elk geval de eerste dag van de maand volgend op die waarin de ambtenaar de leeftijd heeft bereikt om het rustpensioen op te nemen.

**Art. 5.** § 1. Tijdens de periode van beschikbaarheid geniet de ambtenaar van een wachtgeld berekend op basis van zijn laatste activiteitswedde (wedde plus weddebijslag).

§ 2. Het in § 1 bedoelde wachtgeld is vastgesteld op 75 % van de laatste activiteitswedde. Het wordt verhoogd met 1 pct., met een maximum van 10 %, voor ieder jaar dienst doorgebracht boven de twintig jaar in de graden bepaald bij artikel 1 of in gewezen afgeschafte graden die assimileerbaar zijn met betrokken graden, meer de jaren dienst doorgebracht als kandidaat-ambtenaar.

**Art. 6.** Tijdens de periode van verlof voorafgaand aan het pensioen overeenkomstig artikel 4 geniet de ambtenaar van een wachtgeld gelijk aan het bedrag van het rustpensioen van de overheidssector waarop de ambtenaar aanspraak zal kunnen maken, doch zonder dat dit wachtgeld hoger kan zijn dan het op enig ogenblik geldende maximum rustpensioen van de overheidssector.

**Art. 7.** Bij wijziging van het bezoldigingsstelsel toegekend aan de ambtenaren bedoeld in artikel 1 wordt het wachtgeld bedoeld in artikel 5 herzien wanneer:

1° het maximum van de wedde verbonden aan de laatste graad van de in beschikbaarheid gestelde ambtenaar werd verhoogd, hetzij door de verhoging van de weddeschaal verbonden aan die graad, hetzij door de toekenning van een verschillende schaal, zonder voorwaarde, of na een bepaalde anciënniteit, indien de betrokkene die anciënniteit telde;

2° de ambtenaren in actieve dienst die de graad hebben welke de in beschikbaarheid gestelde ambtenaar op het laatste had, zonder voorwaarde of na een bepaalde anciënniteit, maar zonder beperking van het quotum, een andere graad hebben bekomen waaraan een hogere weddeschaal is verbonden, indien de betrokkene de vereiste anciënniteit telde;

3° de ambtenaren in actieve dienst die de graad hebben welke de in beschikbaarheid gestelde ambtenaar op het laatste had, bij overgangsmaatregel, met of zonder verandering van de benaming van hun graad, het genot hebben bekomen van een hogere weddeschaal die wordt toegekend aan de nieuwe ambtenaren met die graad uit hoofde van wijzigingen welke aan de vereisten van het ambt of aan de toelatingsvoorwaarden tot dat ambt werden aangebracht.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Durant la période de mise en disponibilité ou de congé préalable à la pension, l'agent reste à la disposition de Belgocontrol et est susceptible d'être rappelé en service afin de mettre temporairement son expertise au service de Belgocontrol.

En cas de rappel en service, la période de mise en disponibilité ou de congé préalable à la pension, de même que l'octroi du traitement d'attente, sont suspendus pendant la durée de la réintégration.

§ 2. L'agent qui est rappelé en service en est averti deux mois à l'avance par Belgocontrol et se voit indiquer la fonction à exercer, la date de la réintégration et la date probable de la fin de celle-ci.

§ 3. L'agent qui est rappelé en service bénéficiera d'un traitement qui est au moins égal à son dernier traitement d'activité tel que visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. L'agent qui fait le choix de ne pas réintégrer le service perd le droit au traitement d'attente.

**Art. 9.** Seuls les agents visés à l'article 1<sup>er</sup> qui sont mis en disponibilité préalablement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, demeurent soumis aux dispositions applicables jusqu'à cette date au sein de Belgocontrol, en ce qui concerne les conditions d'octroi d'une mise en disponibilité pour incapacité fonctionnelle résultant de l'exercice du contrôle aérien direct et effectif.

**Art. 10.** Les facilités et solutions de fin de carrière sont élaborées pour tous les collaborateurs en service et entrant en service, à partir du début de la carrière dans le but que chacun puisse être mobilisé jusqu'à la fin de sa carrière et s'accompagnent de mesures et solutions spécifiques pour les collaborateurs qui atteignent l'âge de 45 et 50 ans (en d'autres termes, mesures/solutions 45+ et 50+ et 55+).

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 12.** Notre Ministre de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre de la Mobilité,  
Fr. BELLOT

**Art. 8.** § 1. Tijdens de periode van beschikbaarheid of het verlof voorafgaand aan het pensioen blijft de ambtenaar ter beschikking van Belgocontrol en kan de ambtenaar opnieuw in dienst worden geroepen teneinde zijn deskundigheid tijdelijk ter beschikking te stellen van Belgocontrol.

In geval van wederindienstroeping wordt de periode van beschikbaarheid of het verlof voorafgaand aan het pensioen, alsook de toekenning van het wachtgeld, geschorst voor de periode van wederindiensttreding.

§ 2. De ambtenaar die terug in dienst wordt geroepen, wordt hiervan door Belgocontrol minstens twee maanden op voorhand op de hoogte gesteld met opgave van de uit te oefenen functie, de datum van wederindiensttreding en de vermoedelijke einddatum.

§ 3. De ambtenaar die terug in dienst wordt geroepen zal een wedde ontvangen die minstens gelijk is aan diens laatste activiteitswedde zoals bedoeld in artikel 5, § 1.

§ 4. De ambtenaar die er voor kiest niet weder in dienst te treden, verliest het recht op wachtgeld.

**Art. 9.** Enkel de ambtenaren bedoeld in artikel 1 in beschikbaarheid voorafgaand de datum van inwerkingtreding van onderhavig besluit, blijven onderworpen aan de bepalingen die tot deze datum gelden binnen Belgocontrol inzake de voorwaarden tot toekenning van een beschikbaarheid wegens functionele ongeschiktheid als gevolg van directe en effectieve verkeersleiding.

**Art. 10.** Voor alle in dienst zijnde en in dienst tredende medewerkers worden eindloopbaanfaciliteiten en -oplossingen uitgewerkt met als doel dat iedereen inzetbaar kan blijven tot aan het einde van de loopbaan, aangevuld met specifieke maatregelen en oplossingen voor medewerkers die de leeftijd van 45 en 50 jaar bereiken (m.a.w. maatregelen/oplossingen 45+, 50+ en 55+).

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

**Art. 12.** Onze Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 april 2017.

FILIP

Van Koningswege :  
De minister van Mobiliteit,  
Fr. BELLOT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2017/12094]

**9 MAI 2017. — Arrêté royal fixant les modalités  
d'utilisation du Fonds de transition énergétique**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 37 et 108;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 4<sup>ter</sup>, inséré par la loi du 28 juin 2015 portant des dispositions diverses en matière d'énergie;

Vu la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité, article 4/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2017;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis 61.211/3 du Conseil d'État, donné le 25 avril 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la nature des recettes affectées et la nature des dépenses autorisées du Fonds de transition énergétique sont définies dans la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, notamment la rubrique 32-24 du tableau annexé à ladite loi, insérée par la loi du 28 juin 2015 portant des dispositions diverses en matière d'énergie;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2017/12094]

**9 MEI 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling  
van de gebruiksvoorwaarden van het Energietransitiefonds**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 37 en 108;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 4<sup>ter</sup>, ingevoegd bij de wet van 28 juni 2015 houdende diverse bepalingen inzake energie;

Gelet op de wet van 31 januari 2003 houdende de geleidelijke uitstap uit kernenergie voor industriële elektriciteitsproductie, artikel 4/2, § 1, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 februari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2017;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 61.211/3 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aard van de toegewezen ontvangsten en de aard van de toegestane uitgaven van het Energietransitiefonds werden vastgelegd in de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, inzonderheid op rubriek 32-24 van de bij die wet gevoegde tabel, ingevoegd bij de wet van 28 juni 2015 houdende diverse bepalingen inzake energie;